

TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE

Greffe de la Cour du Québec

DISTRICT DE	
-------------	--

NO	
----	--

À l'usage du greffe de la Cour du Québec

Demande introductive d'instance Article 84 de la <i>Charte des droits et libertés de la personne</i>, RLRQ, c. C-12

1. Partie(s) demanderesse(s)			
Demandeur 1			
<input type="checkbox"/> Je consens à ce que le Tribunal me notifie tout document et jugement par courriel			
Prénom et Nom		Tél. :	Courriel :
No	Rue		App. / Bureau
Ville		Province	Code postal
Demandeur 2			
<input type="checkbox"/> Je consens à ce que le Tribunal me notifie tout document et jugement par courriel			
Prénom et Nom		Tél. :	Courriel :
No	Rue		App. / Bureau
Ville		Province	Code postal
Demandeur 3			
<input type="checkbox"/> Je consens à ce que le Tribunal me notifie tout document et jugement par courriel			
Prénom et Nom		Tél. :	Courriel :
No	Rue		App. / Bureau
Ville		Province	Code postal

* S'il y a plus de trois demandeurs et/ou défendeurs, veuillez les ajouter sur une page en annexe.

** S'il y a des parties autres que les parties demanderesse et défenderesse, veuillez les ajouter sur une page en annexe.

2. Partie(s) défenderesse(s)			
Défendeur 1			
Prénom et Nom		Tél. :	Courriel :
No	Rue		App. / Bureau
Ville		Province	Code postal
Défendeur 2			
Prénom et Nom		Tél. :	Courriel :
No	Rue		App. / Bureau
Ville		Province	Code postal
Défendeur 3			
Prénom et Nom		Tél. :	Courriel :
No	Rue		App. / Bureau
Ville		Province	Code postal

3. La date de la plainte à la Commission	___ / ___ / ___ (année / mois / jour)
4. La date de la réception de la notification de la Commission <i>Vous devez déposer votre demande dans un délai de 90 jours de la réception de la notification de la Commission vous informant de sa décision de ne pas tenter de recours à votre bénéfice au Tribunal. Dans le cas contraire, votre demande sera rejetée.</i>	___ / ___ / ___ (année / mois / jour)

5. Les documents à joindre
<input type="checkbox"/> La copie de la notification de la Commission
<input type="checkbox"/> La copie de la résolution de la Commission

6. Vous considérez avoir été victime de
Discrimination <input type="checkbox"/> Harcèlement <input type="checkbox"/> Exploitation de personnes âgées ou handicapées <input type="checkbox"/>

7. Le(s) motif(s) de discrimination ou de harcèlement allégué(s)		
<input type="checkbox"/> Âge	<input type="checkbox"/> Identité ou expression de genre	<input type="checkbox"/> Orientation sexuelle
<input type="checkbox"/> Antécédents judiciaires en emploi	<input type="checkbox"/> Grossesse	<input type="checkbox"/> Origine ethnique ou nationale
<input type="checkbox"/> Condition sociale	<input type="checkbox"/> Handicap ou utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap	<input type="checkbox"/> Race / couleur
<input type="checkbox"/> Convictions politiques	<input type="checkbox"/> Langue	<input type="checkbox"/> Religion
<input type="checkbox"/> État civil		<input type="checkbox"/> Sexe

8. Le(s) domaine(s) ou le(s) secteur(s) d'activités visé(s)

- | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Accès à un moyen de transport ou à un lieu public | <input type="checkbox"/> Droits politiques |
| <input type="checkbox"/> Acte juridique ayant pour objet un bien ou un service ordinairement offert au public | <input type="checkbox"/> Embauche / Emploi |
| <input type="checkbox"/> Clause discriminatoire dans un acte juridique | <input type="checkbox"/> Libertés et droits fondamentaux |
| <input type="checkbox"/> Droits économiques et sociaux | <input type="checkbox"/> Profilage |
| <input type="checkbox"/> Droits judiciaires | <input type="checkbox"/> Publicité discriminatoire |
| | <input type="checkbox"/> Représailles |

9. La description sommaire des actes reprochés

10. Les conclusions recherchées

10.1. Le montant des dommages matériels

10.2. Le montant des dommages moraux

10.3. Le montant des dommages punitifs

10.4 Le montant total (10.1 + 10.2 + 10.3)

10.5 Les autres ordonnances – précisez ci-dessous

11. La conférence de règlement à l'amiable

Le Tribunal des droits de la personne offre gratuitement un service de règlement à l'amiable afin de tenter de régler le litige sans avoir à tenir un procès. La conférence de règlement à l'amiable est présidée par un juge du Tribunal et se tient à huis clos suivant des règles souples.

Désirez-vous recourir à la conférence de règlement à l'amiable?

 Oui
 Non
12. Les signatures

Demandeur 1

À _____

le _____ 201__

Signature_____
Nom en lettres moulées

Demandeur 2

À _____

le _____ 201__

Signature_____
Nom en lettres moulées

Demandeur 3

À _____

le _____ 201__

Signature_____
Nom en lettres moulées

ATTENTION : Au plus tard 15 jours après avoir déposé votre demande introductive d'instance, vous devrez déposer un mémoire (*Modèle 2*), qui est un document exposant l'affaire de manière plus détaillée. Le défaut de déposer votre mémoire à l'intérieur de ce délai peut entraîner le rejet de votre demande.

No.

**TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE
(Greffes de la Cour du Québec)**

DISTRICT DE

Demandeur 1 _____

Demandeur 2 _____

Demandeur 3 _____

Partie(s) demanderesse(s)

c.

Défendeur 1 _____

Défendeur 2 _____

Défendeur 3 _____

Partie(s) défenderesse(s)

DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE

Montant en litige:
